

## Le projet économique et social de l'UMP : la même politique... en pire !

Le projet économique et social de l'UMP propose les mêmes slogans, les mêmes ficelles et, au final, la même politique que celle qui est menée depuis 2007, en l'aggravant encore.

*En matière économique et sociale, le « nouveau Sarkozy », c'est le même !*

Pour une minorité de Français – contribuables fortunés ou grandes entreprises –, toujours plus de cadeaux fiscaux.

Pour la majorité de nos concitoyens, toujours **moins de pouvoir d'achat et d'emploi**, toujours **moins de protection sociale**, toujours **moins de droit du travail**, toujours **moins de soutien aux vrais créateurs** – les PME, l'économie verte, les chercheurs.

Bref, l'UMP porte un *projet inefficace* pour l'économie et *injuste* pour les Français.

### **1) Des absences qui en disent long : l'UMP n'a tiré les leçons ni de la crise, ni de ses propres échecs**

Une fois achevée la lecture du projet de la droite, le premier réflexe consiste à se dire : « *ce n'est pas possible, j'ai dû manquer des pages* » tant des enjeux majeurs sont tout bonnement occultés.

- En pleine crise financière et bancaire, pas une ligne sur la régulation du secteur financier et bancaire. Visiblement, l'UMP a oublié que la crise a été déclenchée par les dérives de la financiarisation et la voracité des traders. Il y a loin du discours de Toulon sur la moralisation du capitalisme financier aux maigres résultats du G20 de Cannes et à l'absence de proposition de l'UMP en la matière. Pourtant, la crise ne sera pas résolue si ses causes ne sont pas combattues. C'est pourquoi **François Hollande propose des mesures fortes** : séparer les activités de dépôt et de financement de l'économie réelle et les activités spéculatives des banques, éradiquer les paradis fiscaux, créer une taxe sur les transactions financières, réduire le rôle des agences de notation.

- Alors que la dette explose depuis 2007, pas une ligne sur la révision des cadeaux fiscaux injustes et inefficaces qui ont plombé les finances publiques. L'UMP préfère passer sous silence le rapport de la Cour des comptes (février 2010) qui établit que ***la moitié de l'augmentation du déficit public en France est liée à la politique budgétaire*** inepte du Président sortant. Au total, ce sont **75 milliards d'euros de dépenses fiscales** inutiles qui ont été accordés aux clientèles de la droite sans bénéfice pour la croissance et l'emploi.

- Alors que la crise est européenne, l'Europe est totalement oubliée. Rien sur une politique européenne permettant au commerce européen de se développer face au dumping social et environnemental dans la mondialisation ! Rien sur l'indispensable relance industrielle à l'échelle communautaire et sur le besoin d'investir dans les grands projets scientifiques,

technologiques, d'infrastructures de transport ou d'énergie ! Rien sur l'urgence d'une révision de la politique monétaire, sans laquelle l'euro ne pourra rivaliser avec le dollar et le yuan chinois et qui sont indispensables à la lutte contre la spéculation des marchés sur les dettes souveraines ! Rien non plus sur l'importance d'un gouvernement économique européen pour assurer la coordination des politiques budgétaires et fiscales !

## **2) Une économie low-cost, inefficace pour la compétitivité et dramatique pour le pouvoir d'achat**

### Travailler plus sans gagner plus, travailler moins et gagner moins

- Des élections doivent avoir lieu bientôt puisque l'UMP s'en prend à nouveau aux 35 heures... Le parti sarkozyste promet de « sortir des 35 heures ». L'obsession de l'UMP pour les 35 heures est préoccupante. L'UMP a fait voter des lois pour remettre en cause les 35 heures en 2003, en 2005, en 2007 et en 2008. Voici 10 ans que la droite est au pouvoir et elle veut toujours faire croire aux Français que si le pays va mal, c'est à cause des 35 heures. Cet entêtement coûte cher au pays ; il est à l'origine de la *loi TEPA* sur les heures supplémentaires, qui a détruit **80 000 emplois et coûte 4,5 milliards d'euros par an**. Le parti sarkozyste promet aujourd'hui de « sortir des 35 heures » et annonce que la durée du travail sera renégociée par branche ou par entreprise pour être allongée. Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire :

- que les salariés qui font des heures supplémentaires seront moins payés, puisque celles-ci ne commenceront qu'à partir de la 37<sup>e</sup> ou de la 39<sup>e</sup> heure ;
- que les entreprises pourront augmenter la durée de travail de leurs salariés sans les payer plus;
- que les entreprises renonceront à des recrutements ou se débarrasseront de leurs salariés en CDD ou en intérim.

Dans un contexte de difficultés économiques, les entreprises ne pourront se permettre de maintenir le salaire horaire et l'emploi avec une durée de travail augmentée, parce que leur carnet de commandes ne le leur permettra pas. **Elles diminueront les salaires horaires ou détruiront des emplois**.

Quant à la comparaison avec l'Allemagne, l'UMP la tronque : **entre 1992 et 2006, la baisse de la durée annuelle du travail des salariés a été du même ordre** (-130 heures en France contre -145 heures en Allemagne). La différence entre nos deux pays vient du fait que le temps partiel s'est beaucoup plus développé outre-Rhin que chez nous (26 % des salariés contre 18 %), avec les effets que l'on sait : conditions de travail précaires et faibles salaires.

- Pour l'UMP, la démocratie sociale gêne la croissance des entreprises : l'existence de seuils de salariés pour la présence de représentants syndicaux ou d'un comité d'entreprise est décrite comme « *le principal frein à l'emploi dans les PME* ». La droite connaît mal la réalité des chefs d'entreprise : ce qui freine leur développement, c'est d'abord **une activité trop faible et un carnet de commandes trop peu fourni**. Surtout, la droite fait un contresens total : affaiblir les structures de dialogue social ne dynamise pas la compétitivité, c'est le contraire ! Associés et consultés, les salariés sont force de proposition dans l'entreprise. Alors que M. Sarkozy passe son temps à prendre l'Allemagne en exemple, il ferait bien de s'inspirer de son modèle social qui passe par une **présence beaucoup plus forte des salariés dans les instances de décision** et, pour les grandes entreprises, de rémunération.

- Depuis 2002, le droit du travail en France a été détricoté. Ce que propose aujourd'hui l'UMP, c'est d'aller plus loin. Derrière la sémantique policée « *supprimer les effets de seuil sociaux* », c'est l'affaiblissement des droits sociaux qui est programmée, comme par exemple la multiplication des contrats précaires, de type CDD renouvelables.

## Une TVA anti-sociale et anti-économique

L'UMP parle de « fiscalité anti-délocalisation ». Mais derrière ces mots, se cachent de nouveaux cadeaux fiscaux inefficaces et coûteux pour les Français sans bénéfice pour la réindustrialisation de la France.

Son projet consiste à réduire des cotisations sociales payées par les entreprises au prétexte que cela diminuerait le coût du travail et renforcerait donc la compétitivité des entreprises.

- **L'impact sur la compétitivité sera nul** : de l'aveu même de la droite, cela réduirait de 1 % à 2% le coût du travail. En revanche, cela **augmentera le coût de la vie** pour les classes moyennes et les catégories populaires : avec encore moins de pouvoir d'achat, elles consommeront et investiront moins, et **l'activité économique s'en trouvera encore plus fragilisée**. Il faut savoir qu'en moyenne, les Français dépensent 10 % de leurs revenus en TVA contre 5 % pour les 1 % les plus riches.

- Qui va payer ce cadeau ? Les baisses des cotisations des entreprises seront transférées sur les ménages par un accroissement des taxes ou de la fiscalité, au détriment du pouvoir d'achat. Une nouvelle fois, **des cadeaux aux entreprises seront payés par les Français**, et pèseront plus particulièrement sur les plus faibles revenus.

- Alors que la consommation, premier moteur de la croissance française, donne des signes de faiblesse, ces mesures sont très dangereuses et risquent d'**aggraver le ralentissement et donc d'obérer le retour de la croissance**.

- Au lieu de s'attaquer aux profits distribués sous formes de dividendes par les grands groupes, l'UMP propose une nouvelle fois de faire payer les Français, **au détriment de la justice et de l'efficacité**.

M. Juppé, lorsqu'il était Premier ministre en 1995, avait augmenté la TVA de 2 % ; aujourd'hui, il dit que « *son rêve est de faire aimer la TVA aux Français* ». Avec François Hollande, nous avons un autre rêve pour le pays : la remise en cause des cadeaux fiscaux aux plus fortunés et une grande réforme fiscale pour rendre l'impôt plus juste, plus simple, plus écologique fondée sur un principe fort : chacun contribue à la mesure de ses moyens.

### La formation professionnelle : l'UMP pompier pyromane

- La droite prétend faire de la formation une priorité. Mais là aussi, elle ne veut surtout pas rappeler son bilan. Comme le montrent toutes les enquêtes internationales, ***la qualité de l'éducation et de la formation en France a reculé depuis 2002***. Jamais ***le taux de chômage des jeunes*** n'a été aussi élevé dans notre pays. Jamais la réalité ***du « descenseur social »*** n'a été aussi forte. Avec un ***budget de l'emploi en baisse de 12 %*** dans le projet de loi de finances 2012, l'emploi et la formation sont les grands sacrifiés.

- De plus, la possibilité pour les jeunes de commencer un apprentissage à 14 ans remet gravement en cause l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, acquise de haute lutte. Le développement des classes « métiers-études » tord le cou à la nature du contrat d'apprentissage (qui n'est ni plus ni moins qu'un contrat de travail). ***La droite invente « l'apprentissage low cost » !***

### 3) Pour les PME et les entreprises : paroles, paroles

Le projet est d'une rare indigence en ce qui concerne les entreprises.

- Les contraintes imposées par les donneurs d'ordre aux entreprises sous-traitantes, les exigences trop élevées de rentabilité financière à court terme qui gèlent actuellement les lignes de crédit des banques, les conséquences macroéconomiques désastreuses des politiques menées en Europe ne sont pas évoquées.

- L'UMP prétend faire les yeux doux aux PME. Mais elles ont été abandonnées par la droite depuis 2002 et plus encore depuis 2007 : il n'y avait aucun patron de PME au Fouquet's, lors de la soirée inaugurale du quinquennat Sarkozy, et *la niche Copé, qui a coûté 22 milliards d'euros aux caisses de l'Etat, n'a baissé l'impôt que des grands groupes mondialisés sans aucune contrepartie.*

- Par exemple, il est urgent de recentrer le Crédit Impôt Recherche – excellent outil créé par la gauche – vers les entreprises qui en ont vraiment besoin : les PME et les ETI innovantes, les entreprises industrielles soumises à la concurrence internationale, les entreprises stratégiques. Il est absurde que l'Etat subventionne sur fonds publics l'innovation financière des banques, des assurances ou des multinationales de la grande distribution. Ce problème est ignoré par le projet de l'UMP.

- *L'UMP ignore complètement les collectivités territoriales* alors que ce sont elles, au plus près du terrain, qui sont les principaux interlocuteurs des entreprises et des PME – industrielles, agricoles, de services –, des artisans, des commerçants, de l'économie sociale et solidaire. *L'UMP reste enfermée dans une vision technocratique et nationale*, alors qu'il faudrait créer – comme le propose François Hollande et le Parti socialiste – une Banque publique d'investissement mutualisant tous les outils de financement des entreprises et déclinée sous forme de fonds régionaux, en lien avec les Régions et les intercommunalités, les pôles de compétitivité, les universités, les laboratoires de recherche, le réseau consulaire. Cette force économique des territoires, par sectarisme et par mépris, est ignorée par la droite.

- Concernant les filières d'excellence, les propositions de l'UMP sont *contradictoires* : d'un côté la priorité au développement du nucléaire est affirmée, de l'autre l'augmentation de la part des énergies renouvelables est annoncée. Or, compte tenu de l'état des finances publiques et des moyens dont dispose EDF et AREVA, il est avéré que les deux objectifs sont incompatibles : dans le futur, la France n'aura pas les moyens d'investir de façon égale et massive dans les deux domaines. Pour investir vraiment dans les énergies de demain, il faut se décharger des investissements qui seraient nécessaires pour prolonger les vies des centrales existantes et bâtir un nouveau « mix » énergétique, comme le propose François Hollande. L'UMP fait le choix du *statu quo*, alors que nous proposons au contraire de développer l'économie du futur, en donnant la priorité aux énergies renouvelables et en permettant à nos filières d'excellence actuelles de se reconverter.

### 4) L'UMP se trompe de fraudeurs et de profiteurs !

L'UMP se trompe de profiteurs

- Pour l'UMP, c'est clair : *Mme Bettencourt doit bénéficier du bouclier fiscal jusqu'en 2013, mais un chômeur ne doit surtout pas gagner plus de 75 % du SMIC.*

- Encore une fois, l'UMP stigmatise les chômeurs victimes de la crise et, au lieu de proposer des mesures de relance de l'emploi, ne fait que les *précariser davantage*, en voulant rendre les allocations chômage dégressives.

## L'UMP se trompe de fraudeurs

- La prétendue lutte contre la fraude n'est pas plus crédible de la part de ce gouvernement : entre les cigares et les appartements de fonction des ministres, les valises de billets de la Françafrique et les rétrocommissions de l'affaire Karachi-Takkiedine, MM. Sarkozy et Copé sont mal placés pour jouer les professeurs de vertu. D'autant qu'ils ont encouragé les mauvais comportements fiscaux. En décembre 2006, Johnny Hallyday avait annoncé son intention de partir en Suisse parce qu'il en avait « *marre de payer ce qu'on nous impose comme impôts* ». Le candidat Sarkozy n'avait rien trouvé de mieux à faire que lui trouver des excuses : « *un pays où tant de nos artistes disent qu'il faut partir, c'est bien qu'il y a un problème* ». D'où l'abaissement du bouclier fiscal en 2007, présenté comme une « arme anti-exilés fiscaux ».

<b>Résultat : en 2008, 821 contribuables payant l'impôt sur la fortune sont partis, contre 719 en 2007...</b>
---

- La fraude doit être combattue, c'est une évidence. Mais la droite oublie délibérément de rappeler les ordres de grandeur. La fraude aux prestations sociales porte sur environ 400 millions d'euros : c'est trop, mais c'est peu au regard de l'ensemble des fraudes. ***La fraude fiscale est évaluée à plus de 25 milliards d'euros ; la fraude due au travail dissimulé estimée entre 10 et 15 milliards ; la fraude aux cotisations sociales s'élèverait à plus de 2 milliards.*** La fraude est beaucoup plus le fait des entreprises que des citoyens : en 2009, 63 % des entreprises contrôlées par l'URSSAF ont fait l'objet d'un redressement alors que moins de 3% des allocataires d'allocations familiales ont été sanctionnés suite à des contrôles.

**L'UMP promet « produire plus, dépenser moins ». L'ennui, c'est que son bilan, c'est produire moins et endetter plus :**

- **produire moins** : 750 000 emplois industriels supprimés depuis 2002, contre 50 000 créés entre 1997 et 2002.

- **endetter plus** : en dix ans, la dette aura doublé, passant de 900 à 1 800 milliards d'euros.

**Dans son projet, la droite écrit : « avec l'UMP, la France est au rendez-vous du courage ». Pour nous comme pour les Français, le courage ne consiste pas à fabriquer une économie low-cost, des salariés low-cost, un pouvoir d'achat low-cost. Pour nous, le courage, c'est de soutenir la croissance durable et riche en emploi grâce à des efforts justement répartis.**